



© Privé

2 mai 2023

Aussi disponible en Español, Français, العربية

Israël/OPT: Les autorités israéliennes utilisent la technologie de reconnaissance faciale pour retrancher l'apartheid

Les autorités israéliennes utilisent un système expérimental de reconnaissance faciale connu sous le nom de Red Wolf pour suivre les Palestiniens et automatiser les restrictions sévères à leur liberté de mouvement, a déclaré Amnesty International aujourd'hui. Dans un nouveau rapport, **Automated Apartheid**, l'organisation documente comment Red Wolf fait partie d'un réseau de surveillance toujours plus grand qui renforce le contrôle du gouvernement israélien sur les Palestiniens, et qui contribue à maintenir le système d'apartheid israélien. Red Wolf est déployé aux postes de contrôle militaires de la ville d'Hébron, en Cisjordanie occupée, où il scrute les visages des Palestiniens et les ajoute à de vastes bases de données de surveillance sans leur consentement.

Amnesty International a également documenté comment l'utilisation par Israël de la technologie de reconnaissance faciale contre les Palestiniens à Jérusalem-Est occupée a augmenté, en particulier à la suite de manifestations et dans les zones autour des colonies illégales. À Hébron et à Jérusalem-Est occupée, la technologie de reconnaissance faciale soutient un réseau dense de caméras de télévision à circuit fermé (CCTV) pour maintenir les

de caméras de télévision à circuit fermé (CCTV) pour maintenir les Palestiniens sous une observation quasi constante. L'apartheid automatisé montre comment cette surveillance s'inscrit dans le cadre d'une tentative délibérée des autorités israéliennes de créer un environnement hostile et coercitif pour les Palestiniens, dans le but de minimiser leur présence dans les zones stratégiques.



Outre la menace constante d'une force physique excessive et d'une arrestation arbitraire, les Palestiniens doivent maintenant faire face au risque d'être suivis par un algorithme, ou interdits d'entrer dans leur propre quartier sur la base d'informations stockées dans des bases de surveillance discriminatoires.

Agnès Callamard, Secrétaire générale, Amnesty International

« Les autorités israéliennes utilisent des outils de surveillance sophistiqués pour suralimenter la ségrégation et automatiser l'apartheid contre les Palestiniens. Dans la zone H2 d'Hébron, nous avons documenté comment un nouveau système de reconnaissance faciale appelé Red Wolf renforce les restrictions draconiennes à la liberté de mouvement des Palestiniens, en utilisant des données biométriques acquises de manière illégitime pour surveiller et contrôler les mouvements palestiniens dans toute la ville », a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.

« Les résidents palestiniens de Jérusalem-Est occupée et d'Hébron nous ont raconté à quel point les caméras de surveillance ont envahi leur vie privée, réprimé l'activisme, érodé la vie sociale et les ont laissés constamment exposés. Outre la menace constante d'une force physique excessive et d'une arrestation arbitraire, les Palestiniens doivent maintenant faire face au risque d'être suivis par un algorithme, ou interdits d'entrer dans leur propre quartier sur la base d'informations stockées dans des bases de surveillance discriminatoires. C'est la dernière illustration de la raison pour laquelle la technologie de reconnaissance faciale, lorsqu'elle est utilisée pour la surveillance, est incompatible avec les droits de l'homme. »

Amnesty International appelle les autorités israéliennes à mettre fin à la surveillance de masse et ciblée des Palestiniens et à lever les restrictions arbitraires qu'elles ont imposées à la liberté de mouvement des Palestiniens à travers les TPO, comme mesures nécessaires pour démanteler l'apartheid.

Amnesty International demande également l'interdiction mondiale du développement, de la vente et de l'utilisation de la technologie de

reconnaissance faciale à des fins de surveillance. L'organisation a récemment documenté les risques liés aux droits humains liés à la technologie de reconnaissance faciale en Inde et aux États-Unis, dans le cadre de sa campagne Ban the Scan.

L'apartheid automatisé se concentre sur Hébron et Jérusalem-Est, les seules villes des territoires palestiniens occupés avec des colonies israéliennes à l'intérieur de leurs limites. Le rapport est basé sur des preuves recueillies au cours de la recherche sur le terrain en 2022, y compris des entretiens avec des résidents palestiniens; analyse de matériel open source; et des témoignages de militaires israéliens actuels et anciens. Ce témoignage a été fourni par l'organisation israélienne Breaking the Silence et a été utilisé pour corroborer les conclusions d'Amnesty International sur le fonctionnement des systèmes de reconnaissance faciale d'Israël.

Loup rouge

En vertu d'un accord conclu en 1997 entre les autorités israéliennes et l'Organisation de libération de la Palestine, Hébron a été divisé en deux sections, connues sous le nom de H1 et H2. H1, qui constitue 80% de la ville, est administré par les autorités palestiniennes, tandis qu'Israël maintient un contrôle total sur H2, qui comprend la vieille ville. Quelque 33.000 Palestiniens vivent en H2, ainsi qu'environ 800 colons israéliens qui résident illégalement dans au moins sept enclaves de colonies.

Les résidents palestiniens de H2 sont soumis à des restrictions de mouvement draconiennes. Ils sont interdits d'accéder à certaines routes, qui ne sont ouvertes qu'aux colons israéliens, et un réseau de points de contrôle militaires et d'autres obstacles entravent gravement leur vie quotidienne. Les colons israéliens à Hébron se rendent sur différentes routes vers les Palestiniens et ne sont pas tenus d'utiliser des points de contrôle.

L'apartheid automatisé révèle l'existence d'un système de reconnaissance faciale militaire israélien précédemment non déclaré appelé Red Wolf, qui est déployé aux points de contrôle à Hébron.

Il existe des preuves solides suggérant que Red Wolf est lié à deux autres systèmes de surveillance gérés par l'armée, Wolf Pack et Blue Wolf. Wolf Pack est une vaste base de données contenant toutes les informations disponibles sur les Palestiniens de l'OPT, y compris où ils vivent, qui sont les membres de leur famille et s'ils sont recherchés pour être interrogés par les autorités israéliennes. Blue Wolf est une application à laquelle les forces israéliennes peuvent accéder via des smartphones et des tablettes, et qui peut instantanément extraire les informations stockées dans la base de données Wolf Pack.

Lorsqu'un Palestinien passe par un point de contrôle où fonctionne le loup rouge, son visage est scanné, à son insu ou sans son consentement, et comparé aux entrées biométriques

des bases de données qui contiennent exclusivement des informations sur les Palestiniens. Red Wolf utilise ces données pour déterminer si un individu peut passer un point de contrôle et inscrit automatiquement de manière biométrique tout nouveau visage qu'il scanne. Si aucune entrée n'existe pour un individu, on leur refusera le passage. Red Wolf pourrait également refuser l'entrée en fonction d'autres informations stockées sur des profils palestiniens, par exemple si un individu est recherché pour être interrogé ou arrêté.

Red Wolf élargit au fil du temps sa base de données de visages palestiniens. Dans un témoignage donné à Breaking the Silence, un commandant israélien stationné à Hébron a déclaré que les soldats sont chargés de s'entraîner et d'optimiser l'algorithme de reconnaissance faciale de Red Wolf afin qu'il puisse commencer à reconnaître les visages sans intervention humaine.

Amnesty International a même documenté, à travers les témoignages fournis par le personnel militaire, comment la surveillance des Palestiniens s'est galifiée. Par exemple, deux soldats stationnés à Hébron en 2020 ont déclaré que l'application Blue Wolf génère des classements en fonction du nombre de Palestiniens enregistrés – les commandants israéliens fournissant des prix pour le bataillon avec le score le plus élevé. De cette façon, les soldats israéliens sont incités à maintenir les Palestiniens sous observation constante.

Caméras partout

Amnesty International a également documenté comment les systèmes de reconnaissance faciale alimentés par l'IA en Israël sont soutenus par une vaste infrastructure physique de matériel de surveillance.

Hébron a été décrit par l'armée israélienne comme une « ville intelligente ». La réalité est que les rues sont pleines de caméras de surveillance, qui sont montées sur les côtés des bâtiments, des lampadaires, des tours de surveillance et des toits, aggravent la ségrégation déjà drastique qui existe à Hébron. Pour les Palestiniens, la surveillance omniprésente a exacerbé le sentiment que certaines zones de H2 sont interdites pour eux – même des zones qui se trouvent à quelques mètres de chez elles.

“

Ils [les soldats israéliens] peuvent vous dire que votre nom n'est pas dans la base de données, aussi simple

nom n'est pas dans la base de données, aussi simple que cela, et que vous n'êtes pas autorisé à passer par [à] votre maison.

Eyad, un habitant de Tel Rumeida

Le quartier de Tel Rumeida est proche du point de contrôle 56, qui est monté avec au moins 24 dispositifs de surveillance audiovisuelle et d'autres capteurs. Eyad, un habitant de Tel Rumeida, a décrit comment l'installation du Checkpoint 56 sur la rue Shuhada, autrefois prospère, combinée à une forte présence militaire et à près de 30 ans de restrictions de mouvement et de fermetures forcées d'entreprises palestiniennes, a « tué toutes les formes de vie sociale ».

Eyad a également décrit comment les soldats israéliens semblent compter sur le système de reconnaissance faciale, qu'Amnesty International a identifié comme Red Wolf, pour interdire aux résidents de retourner chez eux:

« Ils [les soldats israéliens] peuvent vous dire que votre nom n'est pas dans la base de données, aussi simple que cela, et vous n'êtes pas autorisé à passer par [à] votre maison. »

Vieille ville, nouvelle technologie

À Jérusalem-Est occupée, Israël exploite un réseau de milliers de caméras de vidéosurveillance à travers la vieille ville, connue sous le nom de Mabat 2000. Depuis 2017, les autorités israéliennes mettent à niveau ce système pour renforcer ses capacités de reconnaissance faciale et se donner des pouvoirs de surveillance sans précédent.

Amnesty International a cartographié les caméras de vidéosurveillance sur une zone de 10 kilomètres carrés à Jérusalem-Est occupée, y compris la vieille ville et le cheikh Jarrah, et a trouvé la présence d'une à deux caméras de vidéosurveillance tous les cinq mètres.

“

Chaque fois que je vois une caméra, je me sens anxieuse. Comme si vous étiez toujours traité comme si vous étiez une cible.

Neda, résident palestinien

Les autorités israéliennes ont ciblé des sites d'importance culturelle et politique avec de nouveaux outils de surveillance, tels que l'entrée de la porte de Damas de la vieille ville, qui a longtemps été un lieu pour les Palestiniens de se rencontrer et de tenir des manifestations.

L'impact de ces nombreuses caméras est ressenti de manière aiguë par les Palestiniens, comme l'a expliqué un résident, Neda:

« Je suis regardé tout le temps... ça me donne un très mauvais sentiment partout dans la rue. Chaque fois que je vois une caméra, je me sens anxieuse. Comme si vous étiez toujours traité comme si vous étiez une cible. »

Cette surveillance de masse viole les droits à la vie privée, à l'égalité et à la non-discrimination. Elle a également un effet effrayant sur les droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique en dissuadant les Palestiniens de protester et d'exacerber un climat de peur et de répression.

Comme l'a dit un journaliste palestinien à Amnesty International:

« Ceux qui manifestent savent que, même s'ils ne sont pas détenus sur place, leurs visages seront capturés par les caméras et ils pourront être arrêtés plus tard. »

Dans les quartiers Sheikh Jarrah et Silwan, le nombre de caméras de vidéosurveillance a augmenté de manière significative à la suite des manifestations de 2021 contre l'expulsion forcée de familles palestiniennes pour faire place aux colons.

Amnesty International a également documenté comment l'expansion continue de la surveillance à Jérusalem-Est occupée, une ville annexée illégalement, cimente numériquement le domaine de contrôle d'Israël et contribue à faire progresser les objectifs de sécurité illégaux des colons illégaux. Non seulement la surveillance dissuade les manifestations contre l'expansion de la colonisation, mais les autorités et les colons israéliens ont également installé des infrastructures de surveillance supplémentaires autour de zones proches de colonies illégales.

Fournisseurs de surveillance

Amnesty International ne peut pas dire avec certitude quelles entreprises

fournissent aux autorités israéliennes un logiciel de reconnaissance faciale. Cependant, les chercheurs ont identifié les vendeurs de plusieurs caméras qu'ils ont trouvées à Jérusalem-Est occupée. Ils ont documenté des caméras de vidéosurveillance à haute résolution fabriquées par la société chinoise Hikvision installée dans des zones résidentielles et montées sur des infrastructures militaires; certains de ces modèles, selon le propre marketing de Hikvision, peuvent se brancher sur un logiciel de reconnaissance faciale externe. Amnesty International a également identifié des caméras fabriquées par une société néerlandaise appelée TKH Security, dans des espaces publics et rattachée à des infrastructures policières.



Hikvision et TKH Security doivent s'engager à faire en sorte que leurs technologies ne soient pas utilisées pour maintenir ou renforcer davantage le système d'apartheid israélien contre les Palestiniens.

Agnès Callamard

Amnesty International a écrit aux deux entreprises pour exprimer leurs préoccupations quant au risque que leurs produits soient utilisés avec le système Mabat 2000 pour mener une reconnaissance faciale ciblée sur les Palestiniens et liée aux violations des droits humains. Amnesty International a également demandé des informations sur les processus de diligence raisonnable des entreprises. Les deux entreprises n'ont pas été en mesure de décrire comment elles avaient rempli ou remplissaient actuellement leurs responsabilités en matière de droits de la personne pour ces ventes à haut risque.

Selon le site Web de TKH Security, en 2017, une société israélienne appelée Mal-Tech Technological Solutions (Mal-Tech) est devenue son distributeur officiel pour le marché israélien. Dans sa réponse à Amnesty International, TKH Security a déclaré qu'elle « n'avait fait aucune affaire avec Mal-Tech au cours des dernières années » et a déclaré qu'elle n'avait actuellement pas de relation commerciale directe avec les forces de sécurité israéliennes. TKH Security n'a pas répondu aux nouvelles demandes de clarification d'Amnesty International. Hikvision n'a répondu à aucune des questions d'Amnesty International.

« La sécurité de l'Hikvision et de la TKH doit s'engager à veiller à ce que leurs technologies ne soient pas utilisées pour maintenir ou renforcer davantage le système d'apartheid israélien contre les Palestiniens », a déclaré Agnès

« Ils doivent cesser de fournir toutes les technologies utilisées par les autorités israéliennes pour maintenir des colonies illégales – qui sont des crimes de guerre en vertu du droit international – et s’assurer qu’elles ne vendent qu’à des clients respectueux des droits de l’homme. »

Contexte

En 2022, Amnesty International a publié un rapport documentant comment Israël applique un système institutionnalisé d’oppression et de domination contre les Palestiniens qui équivaut à l’apartheid en vertu du droit international. Ce système est imposé aux Palestiniens partout où Israël a le contrôle de leurs droits et est maintenu par des violations qui constituent l’apartheid comme un crime contre l’humanité, tel que défini dans le Statut de Rome et la Convention de l’apartheid.

En vertu du droit international relatif aux droits de l’homme, l’ingérence de l’État dans le droit à la vie privée doit être un moyen manifestement nécessaire et proportionné de répondre à un objectif légitime. L’utilisation par Israël de la surveillance contre les Palestiniens ne répond pas à ces critères; il contribue également à restreindre la liberté de mouvement dans le contexte d’une occupation prolongée, d’un règlement illégal et d’une annexion; renforce la ségrégation et la fragmentation du peuple palestinien; et contribue finalement à maintenir le système d’apartheid d’Israël.